

CROISSANCE

Christian Arnsperger
Université de Lausanne

Version *pre-print* d'une entrée du *Dictionnaire de la pensée écologique*,
D. Bourg & A. Papaux (dir.), Paris, PUF, 2015

Santé métabolique et utilité

La notion de croissance possède le caractère d'un archétype, en tout cas dans les cultures héritées ou inspirées de la modernité occidentale. Elle est du reste inscrite dans la nature (Ulanowicz, 1986) : tous les organismes vivants sains passent par une ou plusieurs phases de croissance, entrecoupées éventuellement de plateaux de stationnarité, avant d'arriver à maturité puis de décliner, généralement là aussi par paliers. Croître est également une image fréquente dans les témoignages et les discours sur le développement cognitif, émotionnel et spirituel des êtres humains. Dans tous les cas, croître signifie se nourrir (figurativement ou littéralement) d'un environnement qui favorise la métabolisation constructive d'intrants matériels et immatériels, réorganisant ceux-ci dans la direction d'un « mieux » qui soit aussi, d'une manière ou d'une autre, un « plus ». Fondamentalement, la notion de croissance est donc liée à celle de *santé métabolique* : elle mesure une capacité de transformation positive et d'amélioration quantitativement mesurable, par recombinaison d'éléments primaires et intermédiaires « moins utiles » en structures finales « plus utiles ».

Utiles à quoi et à qui ? C'est face à l'impossibilité de répondre objectivement à ces questions à la fois métaphysiques et politiques que la science économique comme science de la « macro-gestion » (Arnsperger, 2010) s'est rabattue sur une notion purement technique et quantitative de « valeur ajoutée ». Le principe de base de la croissance économique est *l'ajout de valeur, évalué de façon prétendument « neutre » aux prix du marché*. De cette façon, comme l'ont notamment montré Georgescu-Roegen (1971) et Ayres et Warr (2009), l'économie ambitionnant d'être une

science objective tente de rejoindre la thermodynamique qui caractérise le « travail utile » comme toute activité résultant – sans jugement quant à son contenu ou à sa finalité – de la transformation d'énergie en puissance. L'accroissement du PIB réel d'une année sur l'autre agit comme *une approximation de la notion de valeur et d'utilité totale créée par une économie.*

Il s'agit d'approcher de la sorte les facteurs économiques généraux censés affecter la *qualité de vie* des êtres humains, un par un et dans leur ensemble, en se demandant de quelle manière les ressources naturelles, humaines et technologiques disponibles ont été, et devront être, combinées pour que cette qualité de vie puisse être améliorée, c'est-à-dire augmentée. La croissance économique n'est donc, en principe, rien de plus qu'un simple outil : à travers elle, on cherche à mesurer quantitativement un certain nombre de *conditions de possibilité* d'une vie meilleure, de façon très agrégée et générale, sans se prononcer sur la réalisation effective de cette vie meilleure pour chaque personne. D'ailleurs, peu d'économistes prétendent que la croissance annuelle du PIB soit une condition *suffisante* à l'amélioration de la qualité de vie de chacune et de chacun. En revanche, la majorité d'entre eux affirmera qu'elle est bel et bien une condition *nécessaire*, non seulement à la *poursuite* de l'augmentation de la qualité de vie des personnes, notamment des plus pauvres, mais au simple *maintien* des acquis déjà engrangés du côté des personnes les plus aisées de la planète.

On observe pourtant, au moins depuis l'après-guerre et les fameuses « Trente Glorieuses », un retournement de logique. D'outil que nous pouvons collectivement maîtriser et moduler selon nos besoins, la croissance économique semble s'être muée en un engrenage qui nous maîtrise et nous instrumentalise à ses propres fins. De critère de santé métabolique, elle semble être devenue la raison d'être du métabolisme lui-même.

La croissance comme « effet existentiel »

Les causes de ce retournement se trouvent dans la manière dont la fraction la plus aisée de l'humanité – qu'aspire à imiter l'immense majorité des autres habitants de la planète – conçoit, organise et finance ses aspirations existentielles pour donner un sens à sa vie. D'outil censé rendre *possibles* des existences plus sensées et moins aliénantes, la croissance est devenue un *effet* de nos modes de vie et de la manière dont nous les alimentons et les finançons. C'est en reconnaissant ce fait systémique que l'on pourra avancer une critique équilibrée et non idéologique de la croissance économique. *Le cœur du problème réside dans la façon*

dont nos sociétés dites développées ont choisi, collectivement, de se projeter dans l'avenir (Bauman, 1992 ; Arnsperger, 2005). Le mot clé, ici, est « perpétuel » et il décrit une logique systémique globale ancrée dans de multiples logiques existentielles individuelles.

Les consommateurs exigent la nouveauté perpétuelle afin de pouvoir colmater indéfiniment leurs angoisses de finitude par l'ostentation et par le « langage » des marchandises (Douglas et Isherwood, 1996 ; Bauman, 2007 ; Jackson, 2009). Les entreprises répondent à cette demande, qui est par ailleurs la source de leur survie et de leur capacité à rembourser des dettes bancaires en perpétuel renouvellement, en fournissant innovation après innovation, aussi bien au plan des processus que des produits (Booth, 2004 ; Jackson, 2009). Les actionnaires et les fonds de placement, pourvoyeurs non bancaires de moyens de financement aux entreprises, pratiquent l'arbitrage et la spéculation en vue de dénicher les rendements maximaux censés leur permettre d'accumuler perpétuellement de la richesse (Dostaler et Maris, 2009) – aspect d'autant plus important que dans le sillage des libéralisations financières des années 1980 et 1990, l'avenir des retraites (et donc l'expérience vécue de la fragilité et de la vieillesse) dépend dans un nombre croissant de pays de la performance des marchés d'actions et d'obligations. Des surplus financiers perpétuels doivent donc être dégagés, au service d'innovations perpétuelles. Les Etats, les régions et les collectivités, en principe « immortels » mais le plus souvent peuplés d'individus qui, eux, ont besoin d'être perpétuellement réélus, utilisent la réduction ou le gonflement des services publics (par ailleurs éminemment nécessaires pour assurer l'avenir des populations) comme moyen d'expression en vue de satisfaire leurs électeurs. Il en résulte une alternance de phases d'austérité et de prodigalité qui, les unes comme les autres, tendent à accroître l'endettement public dans une économie où les collectivités n'ont plus le droit d'émettre elles-mêmes la monnaie (Macdonald, 2003). Le système bancaire, seul habilité aujourd'hui à mettre en circulation l'argent qu'utilisent tous les autres acteurs, crée des dettes sans cesse renouvelées sous forme de crédits portant intérêt – et, afin de minimiser ses risques d'illiquidité et de l'insolvabilité, pariera sur la croissance future des entreprises qu'il finance et induira ainsi chez elles l'obligation de dégager des surplus financiers perpétuels destinés à rembourser le principal et les intérêts (Binswanger, 2012) – des surplus qu'elles engendreront notamment en innovant sans cesse à qualité moindre et avec une obsolescence de plus en plus rapide (Rowbotham, 1998).

Les interactions complexes entre toutes ces logiques micro- et méso-économiques, ancrées dans diverses angoisses liées à la fragilité, à la mortalité, aux risques financiers et à la sanction sociale, engendrent au niveau macroéconomique une logique consumériste, productiviste et « croissanciste » caractérisée par la négation du long terme dans des *instants présents immédiats et illusoirement soustraits à l'avenir*.

Un processus non sélectif et illimité dans le temps

Le système « croissanciste » en vigueur fonctionne sur la base d'*un pari continuuel sur une croissance future*, car c'est elle qui permet de rembourser les emprunts effectués (principal et intérêts) et rend possible la vie quotidienne. Le premier – et parfois le seul – critère d'attribution d'un crédit est la profitabilité financière maximale de la banque : la croissance future du chiffre d'affaires de l'entreprise bénéficiaire doit lui permettre de rembourser l'intégralité de l'emprunt effectué avec les intérêts. S'il y a de l'argent en circulation dans notre économie, c'est seulement parce que suffisamment de banques s'attendent, année après année, à ce qu'un nombre satisfaisant de débiteurs soient capables de rembourser plus que leur emprunt. Il existe donc un lien direct entre la création monétaire des banques et la croissance nominale des entreprises. Les salaires, les revenus sociaux et les bénéfices qui facilitent la vie quotidienne en permettant de tout acheter sont, littéralement, des crédits bancaires recyclés. Or, un tel renouvellement n'est possible que si les intérêts sur les dettes sont remboursés, donc si les activités des débiteurs continuent de croître régulièrement.

Au sein d'une telle logique, rien n'empêcherait a priori les banques d'être hautement sélectives. Elles pourraient choisir les entreprises et les branches auxquelles les crédits seraient octroyés ainsi que la durée de remboursement, afin que la croissance générée corresponde aux besoins de la collectivité. Les décideurs publics – villes, cantons, régions, États, organismes supra- et internationaux – pourraient, en outre, édicter des priorités et des critères clairs et contraignants concernant l'orientation à donner à la croissance économique. En effet, si un cycle crédit-endettement-croissance existe bel et bien, rien ne dit qu'il doive porter sur toutes les activités sans distinction ni discrimination. Ce qui doit croître dans une économie, de combien et pour combien de temps, avant de stagner, puis de décliner, est affaire de choix collectif.

Actuellement, cette sélectivité est quasiment inexistante. Le principal critère d'orientation du crédit bancaire, et donc de la croissance économique, est plutôt celui de la *rentabilité des projets entrepreneuriaux*

relativement au risque qu'ils impliquent. La maximisation des profits n'est, cependant, pas seule en jeu. Le secteur bancaire est soumis à des règles prudentielles nationales et internationales dont le but est de sauvegarder la stabilité du système (Bâle II, Bâle III, etc.). Ces règles spécifient des plafonds de prise de risque et des seuils minimaux de liquidité; elles encadrent donc déjà le type de croissance qu'une banque est autorisée à accompagner. Néanmoins, ces restrictions prudentielles, aussi significatives soient-elles pour la rentabilité des banques (raison pour laquelle elles font l'objet d'un lobbying intense), ne dessinent guère de «paysage macroéconomique» très défini ou très sélectif. De facto, dans notre logique actuelle de création monétaire, *les activités jugées dignes de recevoir des crédits bancaires, et donc de croître pour une durée absolument indéfinie, sont toutes celles qui promettent des bénéfices suffisants, donc une demande suffisamment solvable et lucrative pour que les crédits en question puissent être remboursés et renouvelés.* De ce point de vue, la seule limite à la croissance d'une entreprise ou d'une branche reste la durée de sa rentabilité par rapport aux risques encourus. Implicitement, on suppose que tant que l'entreprise répond à la demande des consommateurs et que cette dernière est suffisante, la rentabilité maximale (sous contrainte de gestion optimale des risques) du secteur bancaire est assurée.

L'existence d'une demande solvable dépend, toutefois, de la capacité des consommateurs à financer leurs achats par leurs revenus (travail, rémunération du capital, allocations sociales) et les crédits à la consommation. Ces mêmes revenus ne sont disponibles en flux réguliers que si *l'économie dans son ensemble, sans distinction ni discrimination sélective,* croît à un rythme suffisant. Il importe en effet que les entreprises et les États puissent continuer à rémunérer le plus grand nombre possible d'individus. Toutes les activités économiques actuelles et futures dépendent de la disponibilité de liquidités monétaires, donc d'un flux suffisant de crédits, basé sur des prévisions fiables en matière de croissance. Comme l'ensemble de l'économie est impliqué, le principal indicateur de prospérité collective reste le PIB, une grandeur macroéconomique non sélective.

Ceci pose aujourd'hui des problèmes humains, sociétaux et environnementaux, étayés par des faits empiriques difficilement contestables. Comme le montre toute la littérature sur l'« économie du bonheur », au-delà d'un seuil de richesse assez modeste, les surcroûts de bien-être subjectifs sont minimes par rapport aux coûts environnementaux et sociétaux engendrés par la croissance, et ils décroissent même avec le niveau de richesse atteint (Easterlin, 1974 ; Lane, 2001). Dès lors, l'obligation de croître que nous avons inscrite dans notre système, ne se traduit pas

par une augmentation du bonheur humain. Au-delà d'un certain seuil de richesse matérielle relativement bas, les surcroûts de bonheur deviennent négligeables par rapport aux coûts engendrés :

- Les *coûts humains* proviennent de la course à la compétitivité et à la productivité (Layard, 2011), les entreprises étant perpétuellement en quête de disponibilités pour rembourser leurs crédits (Lietaer *et alii*, 2012). Cela engendre du surmenage chez ceux qui ont un emploi et de la frustration chez les chômeurs, malgré un PIB croissant.
- Les *coûts sociétaux et environnementaux* proviennent de l'extraction et de la consommation sans cesse croissantes de ressources naturelles. Même si leur efficacité s'améliore continuellement, des phénomènes de *raréfaction écologique* de plus en plus préoccupants apparaissent. Le fameux « découplage » entre la production de biens et de services et la consommation de ressources n'est, au mieux, que relatif (Caminel *et alii*, 2014). Il ne permet pas de protéger à long terme la biosphère dont toute vie humaine dépend. Une croissance « verte » (Ekins, 1999 ; Banque Mondiale, 2012) non sélective et non limitée dans le temps peut, certes, retarder les échéances. Elle rencontrera toutefois les mêmes difficultés que la croissance actuelle, quand la population mondiale aura suffisamment crû et aura encore davantage épuisé – fût-ce de façon plus efficace – les ressources et pollué – fût-ce de façon plus « propre » – les sols et l'air (Booth, 1998).

Ainsi, en négligeant à la fois les bases existentielles de l'économie et les effets systémiques d'une croissance non sélective et illimitée dans le temps, nous avons progressivement engendré ce que Herman Daly (1997) a appelé une « croissance anti-économique » (en anglais : *un-economic growth*) – un processus dynamique insuffisamment gouverné et orienté, qui devrait être rendu sélectif et limité dans le temps de telle sorte qu'une vitalité micro- et méso-économique, faite d'entreprises et de secteurs passant par des phases de croissance, de maturité puis de déclin, puisse coexister avec une « stationnarité » de bon aloi au niveau macro-économique (Daly, 1991). Tel semble être, aujourd'hui, l'enjeu principal d'une critique de la croissance économique.

Bibliographie

ARNSPERGER C., *Critique de l'existence capitaliste : Pour une éthique existentielle de l'économie*, Paris, Cerf, 2005. – ARNSPERGER C., *Full-Spectrum Economics : Towards an Inclusive and Emancipatory Social Science*, Londres, Routledge, 2010. – AYRES R., WARR B., *The Economic Growth Engine : How Energy and Work Drive Material Prosperity*, Cheltenham, Edward Elgar, 2009. – BANQUE MONDIALE, *Inclusive Green Growth : The Path to Sustainable Development*, Washington, D.C., World Bank Group, 2012. – BAUMAN Z., *Mortality, Immortality, and Other Life Strategies*, Cambridge, Polity Press, 1992. – BAUMAN Z., *Consuming Life*, Cambridge, Polity Press, 2007. – BINSWANGER H. Ch., *The Growth Spiral : Money, Energy, and Imagination in the Dynamics of the Market Process*, Berlin, Springer, 2012. – BOOTH D., *The Environmental Consequences of Economic Growth : Steady-State Economics as an Alternative to Ecological Decline*, Londres, Routledge, 1998. – BOOTH D., *Hooked on Growth : Economic Addictions and the Environment*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004. – CAMINEL Th., FRÉMEAUX Ph., GIRAUD G., LALUCQ A., ROMAN Ph., *Produire plus, polluer moins : L'impossible découplage ?*, Paris, Les Petits Matins, 2014. – CLARK G., *A Farewell to Alms : A Brief Economic History of the World*, Princeton, Princeton University Press, 2007. – DALY H., *Steady-State Economics*, Cheltenham, Edward Elgar, 1991. – DALY H., *Beyond Growth*, Washington, D.C., Island Press, 1997. – DOSTALER G., MARIS B., *Capitalisme et pulsion de mort*, Paris, Albin Michel, 2009. – DOUGLAS M., ISHERWOOD B., *The World of Goods : Towards an Anthropology of Consumption*, Londres, Routledge, 1996. – EASTERLIN R., « Does economic growth improve the human lot ? Some empirical evidence », in DAVID P., REDER M. (dir.), *Nations and Households in Economic Growth*, New York, Academic Press, 1974, p. 89-125. – EKINS P., *Economic Growth and Environmental Sustainability : The Prospects for Green Growth*, Londres, Routledge, 1999. – GEORGESCU-ROEGEN N., *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. – JACKSON T., *Prosperity Without Growth : Economics for a Finite Planet*, Londres, Earthscan, 2009. – LANE R., *The Loss of Happiness in Market Democracies*, New Haven, Yale University Press, 2001. – LAYARD R., *Happiness : Lessons from a New Science*, 2^e édition, Londres, Penguin, 2011. – LIETAER B., ARNSPERGER C., GOERNER S., BRUNNHUBER S., *Halte à la toute-puissance des banques ! Vers un système monétaire durable*, Paris, Odile Jacob, 2012. – MACDONALD J., *A Free Nation Deep in Debt : The Financial Roots of Democracy*, New York, Farrar, Strauss & Giroux, 2003. – ROWBOTHAM M., *The Grip of Death : A Study in Modern Money, Debt Slavery, and*

Destructive Economics, Charlbury, John Carpenter, 1998. - ULANOWICZ R., *Growth and Development : Ecosystems Phenomenology*, New York, Springer, 1986.

Christian ARNSPERGER